

LA SINGER À THURSO : UNE VILLE COUSUE AU FIL DU BOIS



Par Laurence David, stagiaire, Société d'histoire forestière du Québec

Pendant des décennies, la Singer Manufacturing Company a été au cœur de la vie économique et sociale de Thurso. Plus qu'un simple employeur, elle a façonné le développement de la ville, influençant son expansion, ses infrastructures et même son histoire sportive. À travers les hauts et les bas – la Grande Dépression, la guerre, les périodes de prospérité et de déclin – Thurso et Singer ont avancé ensemble, liés par le bois, le travail et une industrie en constante évolution. Avant de comprendre pourquoi cette entreprise a choisi de s'implanter dans cette région, il est essentiel de plonger dans le contexte plus large de l'industrie forestière nord-américaine entre 1913 et 1929. Cette période, marquée par des décisions législatives, des mutations industrielles et des avancées logistiques majeures, a déterminé l'avenir de nombreuses entreprises et régions du Canada.

UNE INDUSTRIE FORESTIÈRE EN PLEINE MUTATION

L'adoption de la Loi Underwood par le Congrès américain en 1913 marque un tournant décisif pour l'industrie des pâtes et papiers aux États-Unis. Cette nouvelle réglementation, en abolissant la plupart des tarifs douaniers qui

protégeaient le marché américain contre les importations canadiennes, met les producteurs américains dans une position vulnérable. Incapables de rivaliser avec les prix avantageux des producteurs canadiens, plusieurs compagnies doivent revoir leur stratégie.

Parmi elles, la *International Paper Company*, une entreprise fondée en 1898 après la fusion de dix-sept usines de pâtes et papiers du nord-est des États-Unis, se voit contrainte d'agir rapidement. Dotée d'une capitalisation de quarante millions de dollars, elle choisit d'investir massivement au Québec plutôt que de lutter contre une concurrence devenue insoutenable. En 1916, elle incorpore sa première succursale canadienne, la *St. Maurice Lumber Company*, et finance la construction d'une usine à Trois-Rivières, symbolisant ainsi la délocalisation progressive des opérations industrielles vers le nord.

LE CANAL DE PANAMA ET SES RÉPERCUSSIONS

En parallèle, un autre événement transforme en profondeur l'industrie du bois de sciage de l'Est du Canada : l'ouverture du canal de Panama en 1914. Ce

nouvel axe maritime permet au bois de la Colombie-Britannique d'être acheminé à moindre coût vers l'Est du Canada, inondant les marchés québécois et ontariens de bois de première qualité. Ce changement bouleverse les réseaux d'approvisionnement traditionnels et accentue la pression sur les scieries du bassin de l'Outaouais, déjà fragilisées par l'épuisement des ressources en bois de sciage de haute qualité.

Les grandes entreprises forestières, comme *Gilmour and Hughson* ou *W.C. Edwards*, prennent conscience que leur modèle d'affaires n'est plus viable à long terme. Plutôt que de lutter contre l'inéluctable, elles commencent à envisager la vente de leurs concessions et de leurs infrastructures. Ces terres, bien que presque vidées de leur bois de sciage, recèlent encore d'immenses réserves de bois de pâte et de bois franc, des ressources hautement convoitées par l'industrie des pâtes et papiers ainsi que par des entreprises comme Singer, en quête d'approvisionnement en bois de qualité. L'industrie forestière canadienne, jusque-là dominée par l'exploitation du bois d'œuvre, amorce donc une transition majeure vers la production de pâtes et papiers et l'exploitation du bois franc.

SUCCESSION DE COMPAGNIES FORESTIÈRES

Dès sa création en 1912, la *Riordon Pulp and Paper Company* voit grand. Profitant de l'ouverture du marché américain grâce à la Loi Underwood, elle mise sur une expansion rapide, acquérant d'immenses concessions forestières au Témiscamingue et en Abitibi. Son appétit ne s'arrête pas là : en 1917, elle rachète la scierie Lumsden et entame la construction d'une usine de pâte chimique près de la rivière des Outaouais.

Toujours en quête de croissance, elle achète la *Ticonderoga Pulp and Paper Company* du lac Champlain en 1917, lance le développement d'un barrage hydroélectrique à Kipawa et tente de mettre la main sur *Gilmour & Hughson* ainsi que *W.C. Edwards*, via la Royal Securities Corporation dirigée par le financier Izaak Walton Killam.

Mais l'ambition dépasse les moyens. Fragilisée par la récession de 1919-1923, Riordon tente un dernier coup en incorporant la *Riordon Company Limited*, avec un capital colossal de 80 millions de dollars. Le 15 juin 1920, le *Canada Lumberman and Woodworker* annonce triomphalement que Riordon, en partenariat avec la *Royal Securities Corporation*, est sur le point d'acquérir plusieurs entreprises clés. La réalité est toute autre : au bord de la faillite, la Riordon ne contrôle plus rien.

En coulisses, la *Gatineau Company*, menée par Izaak Walton Killam, prend le relais. Dès avril 1920, Killam négocie l'achat de *Gilmour & Hughson* et de *W.C. Edwards*. Mais en juin, il cède ses droits à la *Gatineau Company*, qui officialise ces acquisitions en 1921 pour un total de 7,5 millions de dollars. En mai 1922, Riordon est évincée : les banquiers et investisseurs de la

Gatineau Company, notamment la First National Bank de Boston et les actionnaires privilégiés, récupèrent les actifs.

L'équilibre reste fragile, mais un sursis arrive en juillet 1922 lorsque *Montreal Trust* émet des obligations pour stabiliser la *Gatineau Company*. À sa tête, on retrouve alors John B. White et John R. Binks, figures clés de la *Canadian International Paper* et de *Gatineau Power*, incorporée en 1926.

L'ENTRÉE EN SCÈNE DE LA SINGER

C'est dans ce climat économique incertain que la *Singer Manufacturing Company* entre dans le jeu. Depuis un moment déjà, ses dirigeants envisageaient l'acquisition de concessions forestières pour sécuriser l'approvisionnement en bois franc nécessaire à la fabrication de leurs machines à coudre, assemblées à leur usine de Saint-Jean. L'opportunité est idéale : l'économie canadienne est en récession jusqu'en 1923, la *Gatineau Company* manque cruellement de liquidités et Singer, elle, a les moyens de payer comptant.

L'entreprise, dont le siège social est à Elizabeth, au New Jersey, met ainsi la main sur les concessions forestières des bassins des rivières Blanche et Petite-Nation, autrefois détenues par *W.C. Edwards*. La *Gatineau Company* lui cède ces terres ainsi que les infrastructures s'y trouvant, à l'exception des droits hydrauliques et des terrains stratégiques liés à leur exploitation. En échange, Singer débourse 500 000 \$, une somme dérisoire lorsqu'on la compare aux 4,47 millions payés deux ans plus tôt par la *Gatineau Company* pour ces mêmes propriétés, qui n'incluaient même pas les concessions forestières !

Avec cette acquisition, Singer s'assure un territoire forestier colossal, s'étendant de Templeton jusqu'aux confins des cantons de Papineau, Labelle et La Minerve, en passant par Buckingham et Portland. La compagnie dispose alors d'un vaste choix pour planter son usine : Plaisance (*North Nation Mills*), Thurso, Masson ou tout autre site en bordure de la rivière des Outaouais et du chemin de fer du Canadien Pacifique.



Wagons de billes de bois et pelle mécanique du *Thurso and Nation Valley Railway* servant au chargement des grumes qui seront acheminées à la scierie de la compagnie singer à Thurso.

Photo : Collection Pierre Louis Lapointe, série *Gatineau Power*

Les intentions réelles des dirigeants de Singer restent floues. Ont-ils dès le départ choisi Thurso ou ont-ils laissé planer l'idée d'autres offres pour forcer la main des autorités locales? Impossible de le dire. Ce qui est certain, c'est que le maire Gonzague Gagnon, les élus de Thurso et le curé J.-Gustave Desrosiers n'ont pas tardé à réagir.

LA COLLECTIVITÉ VOTE EN FAVEUR DE SINGER

La rivalité entourant le choix du site pour l'implantation de l'usine Singer a eu un effet inattendu: elle a rassemblé les élites et les citoyens ordinaires de Thurso derrière un objectif commun. Pour les autorités municipales et religieuses, c'était bien plus qu'une simple acquisition industrielle: c'était une chance inespérée de dynamiser l'économie locale, de créer des emplois et d'insuffler un vent d'espoir dans une région en mal de croissance.

« La rivalité entourant le choix du site pour l'implantation de la Singer a eu un effet inattendu: elle a rassemblé les élites et les citoyens de Thurso derrière un objectif commun: une chance de dynamiser l'économie locale.

Le premier geste concret des instances locales en faveur du projet Singer a lieu le 25 février 1924, un an après que la *Gatineau Company* a vendu les anciennes propriétés et concessions forestières de W.C. Edwards à la *Singer Manufacturing Company*. Ce jour-là, le maire Gonzague Gagnon et son Conseil tiennent une assemblée spéciale pour discuter des avantages que la

municipalité peut offrir à Singer, notamment le tarif préférentiel de l'électricité pour usage industriel.

La résolution adoptée lors de cette réunion en dit long sur l'état d'esprit des élus: il ne s'agit pas seulement de convaincre Singer, mais de montrer que toute la ville est prête à faire ce qu'il faut pour l'accueillir.

Face à l'incertitude entourant la décision finale de la *Singer Manufacturing Company*, le Conseil municipal de Thurso ne ménage pas ses efforts pour séduire l'entreprise. Lors d'une séance officielle, une résolution est adoptée, mettant en avant les avantages qu'une implantation de Singer représenterait pour le village:

« Attendu que la compagnie Singer, une entreprise d'envergure, s'apprête à choisir un site à proximité de Thurso pour y construire une ligne ferroviaire, une grande scierie et d'autres infrastructures industrielles, Attendu que l'exploitation de ces installations nécessitera l'embauche d'au moins 300 ouvriers, Attendu que l'arrivée de telles industries représenterait une opportunité économique majeure pour notre village, il est proposé que la municipalité accorde à la compagnie Singer une exemption de taxes municipales pour une période de vingt ans, à condition qu'elle emploie au moins 200 hommes dans les trois ans suivant l'ouverture de ses installations.»

Les élus de Thurso sont bien conscients qu'ils ne sont pas seuls en lice. D'autres municipalités courtisent Singer et sont prêtes à offrir des avantages similaires, voire plus alléchants. Pour ne pas laisser filer cette occasion en or, ils affichent une volonté ferme: Thurso égalera ou surpassera toute offre concurrente, dans les limites des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi.

Malgré l'adoption de cette résolution, le dossier ne progresse réellement qu'à la fin novembre 1924, soit un mois après la signature d'une promesse de vente du lot no 305 à Singer par l'*Œuvre et la Fabrique de Saint-Jean-l'Évangéliste*. Ce n'est qu'à ce moment-là que le projet réapparaît officiellement dans les délibérations du Conseil municipal.

LE CURÉ INGÉNIEUX

L'importance stratégique du terrain offert aux catholiques de Thurso par John Fraser de Berry saute aux yeux: c'est cet emplacement qui, semble-t-il, scelle l'installation de la *Singer Manufacturing Company* dans le village. Mais si le terrain est un atout, c'est surtout la personnalité du curé Joseph-Gustave Desrosiers qui rassure les dirigeants de Singer. Déterminé et habile négociateur, il prend en main le dossier de la vente du lot 305, un transfert qui doit impérativement être conclu avant le 22 avril 1925.

Dans une note écrite de sa main, Desrosiers détaille les quatre étapes nécessaires à la transaction :

1. L'approbation des marguilliers, anciens et nouveaux.
2. L'aval de l'évêque.
3. L'autorisation d'un juge de la Cour supérieure ou un vote des paroissiens.
4. La répartition du prix de vente selon le droit en vigueur.

Il ne perd pas de temps. Dès le 9 novembre 1924, il convoque une assemblée des marguilliers à la sacristie, immédiatement après la messe, pour discuter de la vente du lot 305. L'argument principal? L'accroissement considérable du nombre de paroissiens grâce aux emplois générés par l'usine. La proposition est adoptée à

l'unanimité. Le dimanche suivant, le curé réunit les Francs-Tenanciers de la Fabrique, qui, après avoir été informés par les prêches des messes et des affiches à la porte de l'église, appuient eux aussi massivement la décision et demandent au diocèse de l'officialiser.

Malgré cet appui unanime, Desrosiers ne parvient pas à finaliser la vente avant la date limite du 22 avril 1925. Finalement, l'acquisition se fait par voie d'expropriation : la *Thurso and Nation Valley Railway Company*, incorporée le 24 mars 1925, prend possession du lot 305 le 4 juin. La transaction est officialisée devant notaire le 19 octobre de la même année.

Le curé ne s'arrête pas là. Pour simplifier la gestion des fonds, il convainc le diocèse et les marguilliers de renoncer à l'achat d'un terrain de remplacement. Les 3 000 \$ issus de la vente sont plutôt affectés au remboursement de la dette de la paroisse.

Pendant ce temps, Thurso est en pleine effervescence : construction du chemin de fer, de la scierie, des séchoirs... Les travailleurs affluent, et le manque d'hébergement devient un casse-tête. Là encore, Desrosiers trouve une solution inusitée : il monte en chaire et encourage les paroissiens les plus âgés à se reloger temporairement à Fassett, un village où de nombreuses maisons sont inoccupées depuis la fermeture de la scierie en 1924. Une idée simple, mais efficace !

Le curé Joseph-Gustave Desrosiers, à l'image de son prédécesseur Joseph Châtelain, fait partie de ces curés-bâtisseurs qui ont marqué l'histoire du Québec. Comme tant d'autres avant lui, il est profondément ancré dans sa communauté, attentif aux besoins de ses paroissiens et convaincu que progrès économique et développement spirituel vont de

pair. Pourtant, ces figures-clés de notre passé ont souvent été reléguées aux oubliettes, éclipsées par la rhétorique voulant que le Québec moderne et progressiste soit né en 1960, avec la Révolution tranquille.

« Le curé Desrosiers est profondément ancré dans sa communauté, attentif aux besoins de ses paroissiens et convaincu que progrès économique et développement spirituel vont de pair. »

Or, il serait faux de prétendre que le retard économique du Québec repose sur le conservatisme des autorités catholiques. Bien au contraire, les curés de la première moitié du XX^e siècle, loin de freiner l'essor du Québec, en ont souvent été les artisans. Défenseurs d'une éducation de qualité, promoteurs du mouvement coopératif, ils ont encouragé l'entrepreneuriat local et soutenu la création d'industries pour contrer l'exode de leurs paroissiens vers les États-Unis.

L'EXPANSION DE THURSO

Au début de l'année 1925, la population de Thurso est unanime : le congé de taxes de vingt ans offerts à la *Singer Manufacturing Company* est adopté sans opposition par les 74 contribuables-propriétaires du village. Le 5 janvier, le Conseil municipal entérine la décision et amorce les démarches pour faire approuver le règlement par le Parlement québécois. Singer, qui ne laisse rien au hasard, accepte d'en couvrir les frais en échange du droit d'engager elle-même les personnes chargées de mener l'opération à terme. L'adoption du projet de loi ne sera qu'une formalité.

Sans perdre de temps, la compagnie met en place la structure nécessaire à son expansion et fonde la *Thurso and Nation Valley Railway* (TNVR), une filiale destinée à acquérir les terrains et droits de passage indispensables au tracé du chemin de fer. Dotée des pouvoirs d'expropriation nécessaires, elle obtient le 2 avril 1925 l'autorisation du Conseil municipal d'exproprier des terrains à l'intérieur du village pour y installer ses terminaux ferroviaires. En octobre 1926, Singer récupère officiellement



Photo prise le 8 juin 1929 lors de l'inauguration d'un tronçon de la voie ferrée du *Thurso and Nation Valley Railway*, dans le secteur du lac Simon.

Photo : Collection Pierre Louis Lapointe, série Gatineau Power

l'ensemble des terrains acquis par la TNVR, qui ne conserve que l'exploitation du réseau ferré.

La construction de la ligne est confiée à l'*Anglin Norcross Company*, une firme d'ingénierie montréalaise déjà impliquée dans les travaux d'arpentage et d'exploration. Le chantier avance rapidement. Le 2 juin 1925, l'entreprise demande et obtient l'installation d'un service d'eau pour alimenter sa locomotive à vapeur. En août, le chantier de la scierie est raccordé à l'aqueduc municipal et au réseau électrique du village. Toutefois, Singer tarde à régler ses factures. En février 1926, après plusieurs relances, le Conseil municipal lui donne dix jours pour payer, sous peine de voir l'eau et l'électricité coupées. Une menace qui semble avoir porté ses fruits, puisque les travaux reprennent et que la scierie, la station génératrice d'électricité et plusieurs séchoirs entrent en fonction en 1926.

À l'automne de cette même année, le réseau ferroviaire de la TNVR s'étend déjà sur 51 km (32 miles), permettant l'acheminement du bois jusqu'à la scierie de Thurso. Le 9 juillet 1926, la première bille de bois y est sciée. Les neuf séchoirs, d'une capacité totale de 150 000 p.m.p., ne seront toutefois complétés qu'en 1927.

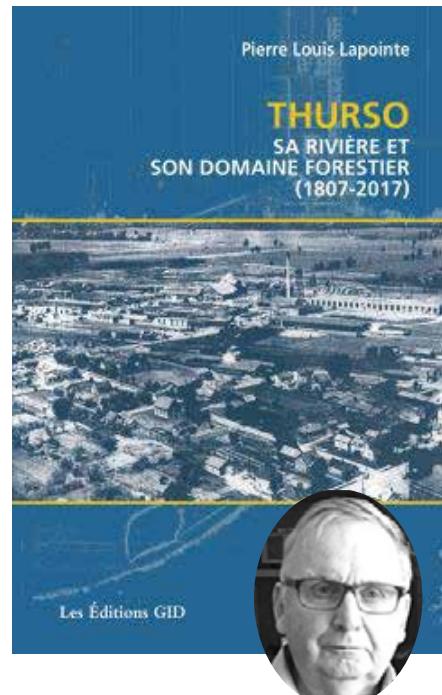
Entretemps, l'ampleur des besoins en eau de Singer force la municipalité à moderniser son réseau d'aqueduc : 100 000 gallons par jour sont désormais nécessaires pour alimenter les usines. Cette collaboration étroite entre la municipalité et la compagnie ne s'arrête pas là. Le 4 octobre 1926, Singer vend à la ville le lot 41 pour 1 500 \$, un terrain stratégique où seront bâtis l'hôtel de ville, la caserne de pompiers et la prison.

Le poids de Singer dans la vie quotidienne des habitants de Thurso est indéniable. La municipalité s'attend à ce que l'entreprise privilégie l'embauche locale, notamment les pères de famille résidant dans le village. Si cette politique a été appliquée, il est difficile d'en avoir la certitude. Ce qui est sûr, en revanche, c'est l'influence croissante de l'entreprise sur l'organisation de la vie locale. En 1927, 168 travailleurs de Singer demandent officiellement l'adoption de l'heure avancée du 1^{er} mai au 1^{er} septembre, une requête acceptée par le conseil municipal. Une décision qui en dit long sur l'importance qu'a déjà prise Singer à Thurso – et sur le rôle central qu'elle continuera de jouer dans les années à venir.

LE CRÉPUSCULE D'UNE INDUSTRIE (1965-2017)

Sous l'ère Maclarens, l'ancienne scierie de Singer continue ses opérations. La production de meubles se poursuit, mais à partir de 1973, elle est confiée à des sous-traitants. Puis, la fin approche. En 1991, les Industries James Maclarens annoncent la fermeture définitive de la scierie, un choix dicté par la chute des ventes de bois de sciage et du Doweloc.

L'année suivante, en 1992, Foresterie Noranda, qui contrôle alors Maclarens, vend la scierie et la Division des Produits du Bois à Germain Turpin, un ancien directeur d'usine fort d'une carrière de 26 ans chez Maclarens. Il rebâtit l'entreprise sous le nom de Produits forestiers Turpin, relançant la production de bois de finition et la fabrication de planchers Doweloc pour wagons ferroviaires. Ainsi, bien que Singer ait disparu du paysage industriel de Thurso, son héritage perdure à travers les transformations successives de l'industrie du bois.



Pierre Louis Lapointe est archiviste retraité et historien spécialisé de l'histoire de l'Outaouais.

Photo : Les Éditions GID

NDLR : Cet article est le fruit de la lecture du chapitre V « L'entrée en scène de la compagnie Singer - À la croisée des chemins » de l'ouvrage *Thurso, sa rivière et son domaine forestier (1807-2017)* par Pierre Louis Lapointe aux Éditions GID en 2017 et d'entrevues avec l'historien et auteur.